

§ 2. Le Gouvernement flamand arrête les conditions et modalités d'octroi et de paiement de cette garantie. Par dérogation à l'article 8 du décret du 7 mai 2004 contenant des dispositions relatives à la gestion de la trésorerie, de la dette et de la garantie de la Communauté flamande et de la Région flamande, le Gouvernement flamand peut arrêter de ne pas faire dépendre l'octroi de la garantie du paiement d'une contribution.

§ 3. Pour chaque année budgétaire, le Gouvernement flamand détermine le montant maximal des engagements en cours sur lesquels la garantie de la Région flamande a trait.

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

L'article 8, 1^o, s'applique pour la première fois avant le tour de restitution qui prend fin le 31 mars 2014.

L'article 11 produit ses effets le 1^{er} juillet 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 28 juin 2013

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Energie, du Logement, des Villes et de l'Economie sociale,
F. VAN DEN BOSSCHE

—
Note

(1) *Session 2012-2013*

Documents :

- Projet de décret : 2031 - N^o 1

- Amendements : 2031 - N^o 2

- Rapport : 2031 - N^o 3

- Texte adopté par la séance plénière : 2031 - N^o 4

Annales :

- Discussion et adoption : Séances du 19 juin 2013.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29382]

6 JUIN 2013. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de simplification administrative et d'administration électronique et organisant un réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de simplification administrative et d'administration électronique et organisant un réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique.

Art. 2. Le présent décret produit ses effets à une date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 juin 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

Session 2012-2013

Documents du Parlement. — Projet de décret, n^o 478-1. — Rapport, n^o 478-2

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 5 juin 2013.

21 FEVRIER 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de simplification administrative et d'administration électronique et organisant un réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique

Vu les articles 1^{er}, 2, 33, 38 et 39 ainsi que le chapitre IV, sections I et II du Titre III de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 4, 5, 6, 6bis, 9, 77 et 87;

Vu l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005 relatif au Commissariat wallon E-Administration-Simplification, en abrégé « EASI-WAL »;

Considérant que la simplification administrative se définit comme l'ensemble des démarches destinées à faciliter et simplifier les formalités administratives qu'un usager est tenu d'exécuter en vue de satisfaire aux règles imposées par les autorités;

Que l'administration électronique est, quant à elle, définie comme l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les administrations afin d'améliorer les services publics et les processus démocratiques, et de renforcer le soutien des politiques publiques;

Considérant que la simplification des démarches au bénéfice de l'utilisateur s'impose comme une obligation car, contrairement au secteur privé, l'utilisateur qui est en relation avec l'administration n'a pas le choix du prestataire;

Que des services publics plus efficaces et productifs sont une nécessité, en particulier pour les entreprises mais également pour les autres usagers, tels que les citoyens et le monde associatif : des démarches et des services simplifiés déchargent les usagers de toute une série de modalités improductives et de lourdeurs administratives qui pèsent sur leur activité et qui les pénalisent dans leur action;

Qu'enfin, la simplification des démarches au bénéfice de l'utilisateur s'impose comme une opportunité car elle fournit aux administrations une occasion de repenser leurs modes opératoires en assurant leurs missions en phase avec les besoins réels des usagers;

Considérant que l'objectif prioritaire est de parvenir à réduire les charges administratives pour l'utilisateur, tout en veillant à éviter autant que possible le transfert de ces charges vers l'administration;

Considérant que les actions menées en matière de simplification administrative et d'administration électronique dépassent les délimitations institutionnelles imposées par la structure fédérale belge;

Que tant la Région wallonne que la Communauté française ont fait de la simplification administrative et de l'administration électronique un enjeu essentiel et ont inscrit leurs actions dans ces domaines dans la durée;

Que depuis de nombreuses années déjà, ces deux entités fédérées ont mené divers projets, certains déjà en commun, en vue de réduire les charges administratives pesant sur les usagers;

Que ces deux entités, par leurs domaines de compétences, sont pleinement conscientes de la nécessité de tout entreprendre pour renforcer l'adéquation entre leurs services et les attentes de la société;

Que cette volonté poursuit également un objectif d'économies d'échelle;

Considérant que les déclarations de politique régionale et communautaire précisent que les Gouvernements s'engagent, dans une volonté de rapprochement des administrations, à envisager la fusion des services de simplification administrative;

Qu'il est intéressant, dans un souci de renforcer les synergies entre les deux entités, d'assurer une cohérence et une complémentarité entre les actions menées par chacune d'elles et visant des objectifs similaires;

Considérant que tout ce qui précède plaide en faveur d'une coopération accrue des acteurs de la simplification administrative et de l'administration électronique de la Région wallonne et de la Communauté française et qu'il est dès lors hautement souhaitable qu'un accord encadre la coopération entre les deux entités dans le cadre de ces matières;

Vu les protocoles n° 581 et n° 409 des Comités de Secteur XVI et XVII réunis conjointement le 13 juillet 2012;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 21 février 2013;

Vu la décision du Gouvernement de la Communauté française du 21 février 2013,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement,

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Coopération entre le service e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé, et les organismes publics autonomes créés par la Région wallonne et la Communauté française*

Article 1^{er}. Les modalités de coopération en matière de simplification administrative et d'administration électronique entre le service eWBS et les organismes publics autonomes créés par la Région wallonne et la Communauté française sont réglées au travers de protocoles de collaboration.

CHAPITRE II. — *Le réseau des correspondants en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique*

Art. 2. La collaboration entre service eWBS et les différents organismes visés à l'article 3 est organisée au sein d'un réseau de correspondants administratifs en charge de la simplification administrative et de l'administration électronique, ci-après désignés par les termes « correspondant Simplification administrative ».

§ 2. Les correspondants Simplification administrative ont pour mission spécifique la simplification administrative et l'administration électronique au niveau de leur organisme.

Ils demeurent cependant sous l'autorité de leur fonctionnaire dirigeant.

Les missions confiées aux correspondants Simplification administrative peuvent être réparties entre plusieurs personnes.

Ils agissent en tant qu'intermédiaires entre le service eWBS et leur organisme public :

- ils assurent le suivi et informent régulièrement le service eWBS de l'évolution de la mise en œuvre dans leur administration ou organisme public des initiatives de simplification administrative et d'administration électronique qui ont été initiées;
- ils veillent à la coordination et à la cohérence des activités de simplification administrative et d'administration électronique dans leur administration ou organisme public;
- ils formulent des propositions au service eWBS dans le cadre de ses missions et coordonnent les initiatives de simplification administrative et d'administration électronique au sein de leur administration ou organisme public respectif;
- ils accompagnent le service eWBS dans l'exercice de ses missions en participant aux travaux menés par celui-ci au sein de l'administration ou l'organisme d'intérêt public dont ils dépendent;
- ils participent à l'élaboration des plans d'action et de la stratégie en matière de simplification administrative et d'administration électronique;
- ils bénéficient de formations organisées par le service eWBS à leur intention en matière de simplification administrative et d'administration électronique et apportent une expertise en simplification administrative et d'administration électronique au sein de leur administration ou organisme public;
- ils assurent la représentation de leur administration ou organisme public lors de manifestations officielles ayant trait à la simplification administrative et/ou l'administration électronique.

§ 3. Le service eWBS réunit, au moins deux fois par an, les correspondants Simplification administrative.

Art. 3. § 1^{er}. Au moins un correspondant Simplification administrative est désigné :

a) pour la Communauté française, au sein :

- 1° de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- 2° de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication;
- 3° de l'Institut de Formation en cours de carrière;
- 4° du Conseil supérieur de l'Audiovisuel;

b) pour la Région wallonne, au sein :

- 1° de l'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité en Wallonie;
- 2° de l'Agence de Stimulation Economique;
- 3° de l'Agence de Stimulation Technologique;
- 4° de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers;
- 5° de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;
- 6° de l'Agence wallonne des Télécommunications;
- 7° du Commissariat général du Tourisme;
- 8° du Centre régional d'Aide aux Communes;
- 9° du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;
- 10° de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 11° de l'Institut wallon de Formation en alternance, des Indépendants et des PME;
- 12° de l'Institut du Patrimoine wallon;
- 13° de la Société wallonne de Financement et de Garantie des PME;
- 14° de la Société régionale wallonne du Transport;
- 15° de la Société wallonne du Crédit social;
- 16° de la Société wallonne du Logement;
- 17° de Wallonie-Bruxelles International.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française peuvent, de commun accord, compléter par arrêté la liste visée à l'alinéa précédent.

§ 2. Les correspondants Simplification administrative sont désignés parmi les membres du personnel de chaque organe visé au § 1^{er}, qui ont au moins une fonction de niveau A ou 1.

Les correspondants Simplification administrative visés au § 1^{er} sont désignés par le service ou l'organisme dont ils dépendent.

CHAPITRE IV. — *Dispositions diverses, transitoires et finales*

Art. 4. § 1^{er}. En matière d'informatique administrative, le service eWBS peut faire appel, pour ses besoins, aux services de la Communauté française compétents en la matière ou recourir directement à un prestataire extérieur dans le respect de la loi sur les marchés publics.

§ 2. L'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication (ETNIC) peut être chargée d'assumer, pour le service eWBS, les missions de services publics telles que définies à l'article 3, § 1^{er}, A, 1°, 2°, 5°, 6° et 7°, C, 10° et 11°, et D, 12°, du décret du 27 mars 2002 portant Création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC).

Une convention de collaboration entre l'ETNIC et le service eWBS règle les modalités de coopération entre les deux entités ainsi que les prestations concernées.

Les autres dispositions du décret du 27 mars 2002 sont mutatis mutandis applicables aux missions de service public assurées au service eWBS.

Le financement des prestations réalisées par l'ETNIC pour le service eWBS est à charge de ce dernier.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il produira ses effets à une date fixée de commun accord par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française.

Namur, le 21 février 2013.

Pour la Région wallonne :
R. DEMOTTE,
Ministre-Président.

Pour la Communauté française :
R. DEMOTTE,
Ministre-Président.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29382]

6 JUNI 2013. — Decreet houdende instemming met de samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap inzake de administratieve vereenvoudiging en elektronische administratie en tot organisatie van een netwerk van correspondenten belast met de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt verleend met de samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap inzake de administratieve vereenvoudiging en elektronische administratie en tot organisatie van een netwerk van correspondenten belast met de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie.

Art. 2. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van een door de Regering bepaalde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 6 juni 2013.

De Minister-president,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

Zitting 2012-2013

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 478-1. — Verslag nr. 478-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 5 juni 2013.

21 FEBRUARI 2013. — Samenwerkingsovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap inzake de administratieve vereenvoudiging en elektronische administratie en tot organisatie van een netwerk van correspondenten belast met de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie

Gelet op de artikelen 1, 2, 33, 38 en 39, alsook op hoofdstuk IV, afdelingen I en II van Titel III van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, *6bis*, 9, 77 en 87;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, hierna « e-Wallonie-Bruxelles Simplification » genoemd, afgekort « eWBS »;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005 betreffende het "Commissariat wallon E-Administration-Simplification" (Waals Commissariaat E-Bestuur-Vereenvoudiging), afgekort "EASI-WAL";

Overwegende dat de administratieve vereenvoudiging omschreven wordt als een geheel van stappen waardoor de administratieve formaliteiten die een gebruiker moet vervullen om aan de door de autoriteiten opgelegde regels te voldoen verlicht en vereenvoudigd worden;

Dat de elektronische administratie omschreven wordt als het aanwenden van de Informatie- en Communicatietechnologieën (TIC) door de besturen ter verbetering van de openbare diensten en de democratische processen en ter versterking van de ondersteuning van de openbare beleidslijnen;

Overwegende dat de vereenvoudiging van de stappen ten gunste van de gebruiker zich als een verplichting opdringt omdat de gebruiker in contact met de administratie, in tegenstelling tot wat in de privé sector gebeurt, niet de mogelijkheid heeft om de dienstverstrekker te kiezen;

Dat meer efficiënte en productieve openbare diensten noodzakelijk zijn, in het bijzonder voor ondernemingen maar ook voor de andere gebruikers, met name de burgers en de verenigingen : vereenvoudigde stappen en diensten besparen de gebruikers een hele reeks improductieve modaliteiten en administratieve rompslomp die hun activiteit belemmeren en ze in hun actie benadelen;

Dat, tot slot, de vereenvoudiging van de stappen ten gunste van de gebruikers zich als een opportuniteit opdringt daar ze de administraties een kans biedt om hun handwijzen te herdenken door hun opdrachten in overeenstemming te brengen met de reële behoeften van de gebruikers;

Overwegende dat de prioritaire doelstelling erin bestaat de administratieve lasten voor de gebruiker te verminderen, waarbij zoveel mogelijk voorkomen moet worden dat die lasten aan de administratie overgedragen worden;

Overwegende dat de acties die inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie gevoerd worden de door de Belgische federale structuur opgelegde institutionele afbakeningen overschrijden;

Dat zowel het Waalse Gewest als de Franse Gemeenschap van de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie een essentiële uitdaging hebben gemaakt en hun acties in die domeinen op lange termijn hebben uitgestippeld;

Dat die twee deelen sinds talrijke jaren al verschillende projecten gevoerd hebben, waarvan sommige gemeenschappelijk, ten einde de administratieve lasten die op de gebruikers drukken te verminderen;

Dat die twee entiteiten wegens hun bevoegdheidsdomeinen zich volkomen bewust zijn van de noodzaak om alles te ondernemen ten einde de adequatie tussen hun diensten en de verwachtingen van de maatschappij te versterken;

Dat die wil ook in de lijn ligt van een doelstelling die schaalbesparingen nastreeft;

Overwegende dat in de gewestelijke en gemeenschappelijke beleidsverklaringen benadrukt wordt dat de Regeringen zich, in een wil tot toenadering van de besturen, ertoe verbinden de fusie van de diensten inzake de administratieve vereenvoudiging te overwegen;

Dat het belangrijk is, met het oog op versterkte samenwerkingen tussen beide entiteiten, te zorgen voor samenhang en complementariteit tussen de acties die door elke entiteit gevoerd worden en gelijksoortige doelstellingen nastreven;

Overwegende dat alles wat voorafgaat pleit voor een versterkte samenwerking tussen de actoren van de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap en dat het dan ook uitermate wenselijk is dat de samenwerking tussen beide entiteiten in het kader van deze materies het voorwerp uitmaakt van een overeenkomst;

Gelet op de protocollen nr. 581 en nr. 409 van de Sectorcomités XVI en XVII, bijeengekomen op 13 juli 2012;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 21 februari 2013;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 februari 2013,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Samenwerking tussen de dienst « e-Wallonie-Bruxelles Simplification », afgekort « eWBS », en de autonome openbare instellingen opgericht door het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap

Artikel 1. De modaliteiten voor de samenwerking tussen de dienst eWBS en de door het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap opgerichte autonome openbare instellingen inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie worden geregeld via samenwerkingsprotocollen.

HOOFDSTUK II. — Netwerk van correspondenten belast met de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie

Art. 2. De samenwerking tussen de dienst eWBS en de verschillende instellingen bedoeld in artikel 3 wordt georganiseerd binnen een netwerk van correspondenten belast met de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, hierna aangewezen als « correspondent Administratieve vereenvoudiging ».

§ 2. De correspondenten « Administratieve vereenvoudiging » hebben als specifieke opdracht de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie op het niveau van hun instelling.

Ze blijven evenwel onder het gezag van hun leidend ambtenaar staan.

De opdrachten die aan de correspondenten « Administratieve vereenvoudiging » toevertrouwd worden kunnen onder verschillende personen verdeeld worden.

Ze handelen als tussenpersoon tussen de dienst eWBS en hun openbare instelling :

- ze zorgen voor de opvolging en geven de dienst eWBS regelmatig kennis van de evolutie van de tenuitvoerlegging van de initiatieven inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie binnen hun bestuur of openbare instelling;

- ze zorgen voor de coördinatie en de cohesie van de activiteiten inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie binnen hun bestuur of openbare instelling;

- ze doen voorstellen aan de dienst eWBS in het kader van hun opdrachten en coördineren de initiatieven inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie binnen hun bestuur of openbare instelling;

- ze begeleiden de dienst eWBS in de uitoefening van zijn opdrachten door deel te nemen aan de werkzaamheden die hij voert binnen het bestuur of de openbare instelling waaronder ze ressorteren;

- ze nemen deel aan het uitwerken van de actieplannen en de strategie inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie;

- ze genieten opleidingen die de dienst eWBS voor hen organiseert inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie en brengen een expertise inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie binnen hun bestuur of openbare instelling;

- ze vertegenwoordigen hun bestuur of openbare instelling tijdens officiële evenementen i.v.m. de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie.

§ 3. De dienst eWBS brengt de correspondenten « Administratieve vereenvoudiging » minstens twee keer per jaar bijeen..

Art. 3. § 1. Er wordt minstens één correspondent « Administratieve vereenvoudiging » aangewezen :

a) voor de Franse Gemeenschap, binnen :

1° de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

2° het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication » (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën);

3° het « Institut de Formation en cours de carrière » (Instituut voor opleidingen gedurende de loopbaan);

4° de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » (Hoge raad voor de audiovisuele sector);

b) voor het Waalse Gewest, binnen :

1° het « Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité » (Waals agentschap voor de promotie van een kwaliteitslandbouw in Wallonië);

2° het « Agence de Stimulation Economique » (Agentschap voor economische bevordering);

3° het « Agence de Stimulation Technologique » (Agentschap voor technologische bevordering);

4° het « Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers » (Waals agentschap voor uitvoer en buitenlandse investeringen);

5° het « Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées » (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen);

6° het « Agence wallonne des Télécommunications » (Waals agentschap voor telecommunicatie);

7° het « Commissariat général du Tourisme » (Commissariaat-generaal voor toerisme);

8° het « Centre régional d'Aide aux Communes » (Gewestelijk centrum voor hulpverlening aan de gemeenten);

9° het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Huisvestingsfonds voor de kroostrijke gezinnen van Wallonië);

10° de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling);

11° het « Institut wallon de Formation en alternance des Indépendants et des PME » (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kmo's);

12° het « Institut du Patrimoine wallon » (Instituut van het Waals erfgoed);

13° de « Société wallonne de Financement et de Garantie des PME » (Waalse maatschappij voor de financiering en vrijwaring van kmo's);

14° de « Société régionale wallonne du Transport » (Waalse gewestelijke vervoersmaatschappij);

15° de « Société wallonne du Crédit social » (Waalse maatschappij voor sociaal krediet);

16° de « Société wallonne du Logement » (Waalse huisvestingsmaatschappij);

17° « Wallonie-Bruxelles International » (Wallonië-Brussel Internationaal).

De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap kunnen de in het vorige lid bedoelde lijst in onderlinge overeenstemming bij besluit aanvullen.

§ 2. De correspondenten « Administratieve vereenvoudiging » worden aangewezen onder de personeelsleden van elk orgaan bedoeld in § 1, die minstens een ambt van niveau A of 1 bekleden.

De correspondenten « Administratieve vereenvoudiging » bedoeld in § 1 worden aangewezen door de dienst of de instelling waaronder ze ressorteren.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 4. § 1. Wat de administratieve informatica betreft, kan de dienst eWBS voor eventuele problemen een beroep doen op de bevoegde diensten van de Waalse Regering of rechtstreeks op een externe dienstverstrekker, met inachtneming van de wet op de overheidsopdrachten.

§ 2. Het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication (ETNIC) kan belast worden met de uitvoering, voor de dienst eWBS, van de overheidsopdrachten zoals bedoeld in artikel 3, § 1, A, 1°, 2°, 5°, 6° en 7°, C, 10° en 11°, en D, 12°, van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC).

Een samenwerkingsovereenkomst tussen het « ETNIC » en de dienst « eWBS » regelt de samenwerkingsmodaliteiten tussen beide entiteiten, alsook de betrokken dienstverstrekkingen.

De overige bepalingen van het decreet van 27 maart 2002 zijn mutatis mutandis toepasselijk op de overheidsopdrachten die door de dienst eWBS waargenomen worden.

De financiering van de diensten verstrekt door het ETNIC voor de dienst eWBS is voor rekening van laatstgenoemde.

Art. 5. Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Het zal gevolg hebben op een datum die in onderlinge overeenstemming door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap bepaald wordt.

Namen, 21 februari 2013.

Voor het Waalse Gewest :
R. DEMOTTE,
Minister-President.

Voor de Franse Gemeenschap :
R. DEMOTTE,
Minister-President.